



Lundi 2 mai, Nanterre

Communiqué de presse de la FSU92 et de la FCPE 92

Stop à la répression contre les lycéens dans les Hauts-de-Seine

Début avril, des communes des Hauts-de-Seine et leurs lycées (à Clichy, Colombes, Courbevoie, Gennevilliers et Levallois notamment) ont connu des blocus organisés par des lycéens dans le cadre du mouvement de lutte contre la loi « El Khomri ». Certains de ces blocus ont provoqué des débordements regrettables.

Des lycéens ont fait état de dispersions par la police et d'interpellations musclées voire arbitraires ce que la FSU et la FCPE des Hauts-de-Seine condamnent. D'autant que la simple présence de parents d'élèves et/ou d'enseignants a le plus souvent permis de ramener le calme.

Le 2 mai - près de quatre semaines après les faits ! - un nombre conséquent de lycéens ont été convoqués par la Sûreté territoriale des Hauts-de-Seine pour être entendus. Treize d'entre eux, quasiment tous mineurs, qui se sont présentés, ont été immédiatement placés en garde à vue et ont passé la nuit dans les locaux de la police.

Pour la FSU 92 et la FCPE 92, ces arrestations ont pour but de dissuader les lycéens de se mobiliser et d'exercer ainsi leur liberté d'expression et leur droit à manifester. Cette répression est de nature à raviver les tensions et ne peut être en aucune manière une réponse aux revendications exprimées par une partie de la jeunesse contre la loi « El Khomri ».

La FCPE 92 et la FSU 92 demandent l'arrêt des procédures en cours et la libération immédiate de ces jeunes.